



Assemblée générale

Distr. générale
8 septembre 2009
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Douzième session

Point 5 de l'ordre du jour

Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

Rapport du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones sur sa deuxième session*

Genève, 10-14 août 2009

Présidente-Rapporteuse: Jannie Lasimbang

* Soumission tardive.

Résumé

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a tenu sa deuxième session du 10 au 14 août 2009. Les cinq membres étaient présents. Y ont participé des représentants d'États, d'organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, des universitaires et un grand nombre de représentants de peuples autochtones. La participation de certains représentants de peuples autochtones était financée par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones.

Le Mécanisme d'experts a étudié le projet d'étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité, en vue d'en achever l'élaboration. Il a également eu un débat au sujet de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui a porté: a) sur la mise en œuvre de la Déclaration aux niveaux régional et national; et b) sur les dispositions de la Déclaration prévoyant les voies de recours disponibles en cas de violation des droits (règlement des différends, voies de recours, rapatriement, réparation et indemnisation).

Le Mécanisme d'experts a adopté l'étude sur le droit des peuples autochtones à l'éducation, ainsi que six propositions, dont cinq étaient formulées à l'intention du Conseil des droits de l'homme et portaient sur les questions suivantes: la réalisation d'une étude thématique sur le droit des peuples autochtones de participer aux processus de prise de décisions; les institutions et mécanismes de défense des droits de l'homme; l'examen des droits des peuples autochtones pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme; le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones; le suivi de la Conférence d'examen de Durban. La sixième proposition avait trait à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et était formulée à l'intention des institutions spécialisées des Nations Unies.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1	4
II. Adoption de l'étude sur le droit à l'éducation et des propositions.....	2	4
A. Adoption de l'étude sur le droit à l'éducation.....		4
B. Propositions adressées au Conseil des droits de l'homme.....		4
C. Autres propositions.....		6
III. Organisation de la session.....	3–26	6
A. Participation.....	3–4	6
B. Documentation.....	5–6	7
C. Ouverture de la session.....	7–11	7
D. Élection du bureau.....	12–24	8
E. Adoption de l'ordre du jour.....	25–26	10
IV. Étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité.....	27–60	11
V. Déclaration sur les droits des peuples autochtones.....	61–83	16
VI. Adoption du rapport et propositions.....	84–94	20
Annexes		
Liste des participants.....		23
Ordre du jour provisoire de la troisième session.....		26

I. Introduction

1. Dans sa résolution 6/36, en date du 14 décembre 2007, le Conseil des droits de l'homme a décidé de mettre en place le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, mécanisme d'experts subsidiaire qui l'aiderait dans l'exercice de son mandat en lui apportant une compétence thématique sur les droits des peuples autochtones, de la manière et dans la forme voulues par le Conseil. Cette compétence thématique serait essentiellement axée sur le conseil fondé sur des études et des travaux de recherche, et le mécanisme pourrait présenter des propositions au Conseil pour examen et approbation, dans le cadre de ses travaux fixé par le Conseil.

II. Adoption de l'étude sur le droit à l'éducation et des propositions

2. À sa deuxième session, le Mécanisme d'experts a adopté l'étude sur le droit à l'éducation et les propositions ci-après.

A. Adoption de l'étude sur le droit à l'éducation

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

1. *Se réfère* au paragraphe 5 de la résolution 9/7 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle celui-ci le priait d'entreprendre une étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité, et de l'achever en 2009;

2. *Adopte* l'étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité, telle qu'elle figure dans le document portant la cote A/HRC/EMRIP/2009/2;

3. *Autorise* la Présidente-Rapporteuse, en concertation avec les autres membres du Mécanisme d'experts, à réviser l'étude comme il convient, à la lumière des débats qui se sont déroulés lors de sa deuxième session, et à soumettre le texte final au Conseil des droits de l'homme;

4. *Adopte* l'«Avis n° 1 du Mécanisme d'experts sur le droit des peuples autochtones», tel qu'il figure dans l'annexe du document portant la cote A/HRC/EMRIP/2009/2, en tant qu'avis thématique sur le droit des peuples autochtones à l'éducation.

B. Propositions adressées au Conseil des droits de l'homme

Proposition 1

Étude thématique sur le droit des peuples autochtones de participer aux processus de prise de décisions

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

1. *Se réfère* au paragraphe 3 de la résolution 9/7 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle celui-ci le priait de formuler des propositions et de les lui soumettre par consensus, pour examen en 2009;

2. *Propose* que le Conseil des droits de l'homme autorise le Mécanisme d'experts à entreprendre une étude sur le droit des peuples autochtones de participer aux processus de prise de décisions, en fixant 2012 comme date d'achèvement;

3. *Propose en outre* que le Conseil des droits de l'homme autorise le Mécanisme d'experts à élaborer un document de travail préliminaire sur cette question avant sa troisième session en 2010.

Proposition 2

Institutions et mécanismes de défense des droits de l'homme

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

1. *Note* le rôle important joué par les institutions nationales des droits de l'homme et les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits des peuples autochtones et dans la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;

2. *Encourage* la mise en place de mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme ayant notamment pour mandat de promouvoir et de protéger les droits des peuples autochtones et de renforcer les droits dont ceux-ci sont titulaires;

3. *Propose* que le Conseil des droits de l'homme encourage les États à veiller à se doter d'institutions nationales des droits de l'homme qui soient fortes, qui aient des attributions et des activités précises en matière de promotion et de protection des droits des peuples autochtones;

4. *Propose* que le Conseil des droits de l'homme engage les États à envisager, en concertation et en coopération avec les peuples autochtones, de créer des institutions nationales de défense des droits des peuples autochtones chargées de promouvoir et de protéger ces droits, en totale conformité avec la Déclaration.

Proposition 3

Examen des droits des peuples autochtones pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

1. *Propose* que le Conseil des droits de l'homme étudie la possibilité d'organiser régulièrement, à ses futures sessions, des réunions-débats sur les droits des peuples autochtones auxquelles participeraient des représentants du Mécanisme d'experts, de mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme et d'institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que d'autres experts. Ces réunions-débats pourraient porter sur des thèmes spécifiques et des séances pourraient être consacrées au suivi des études thématiques réalisées par le Mécanisme d'experts;

2. *Encourage* le Conseil des droits de l'homme à accorder en permanence une attention particulière aux droits des peuples autochtones et à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans le cadre de ses travaux, y compris de l'Examen périodique universel, et propose que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme établisse une compilation des recommandations relatives au respect des droits des peuples autochtones qui ont été formulées à ce jour dans le contexte de l'Examen périodique universel;

3. *Propose* que le Conseil des droits de l'homme veille à ce que les rapports relatifs aux peuples autochtones établis par le Mécanisme d'experts, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme soient

présentés annuellement, à la même session du Conseil des droits de l'homme, et que l'ordre du jour des sessions prévoit l'examen groupé de ces rapports, afin de renforcer les synergies et de faciliter la participation des représentants des peuples autochtones.

Proposition 4

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

Propose que le Conseil des droits de l'homme étudie plus avant la suite à donner à la recommandation formulée par le Mécanisme d'experts à sa première session, tendant à élargir le mandat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones afin qu'il couvre aussi les sessions du Conseil des droits de l'homme et celles des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.

Proposition 5

Suivi de la Conférence d'examen de Durban

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

1. *Prend note* du document final de la Conférence d'examen de Durban, en particulier du paragraphe 73, dans lequel la Conférence se félicite de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et exhorte les États à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exercice des droits des peuples autochtones conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, sans discrimination;

2. *Propose* que le Conseil des droits de l'homme invite le Mécanisme d'experts à faire des propositions concernant la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones conformément à la recommandation faite au paragraphe 73 du document final de la Conférence d'examen de Durban.

C. Autres propositions

Proposition 6

Institutions spécialisées des Nations Unies

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones:

1. *Prend note* des actions menées par les Nations Unies aux niveaux national et régional pour promouvoir le respect des droits des peuples autochtones;

2. *Encourage* les institutions spécialisées des Nations Unies à étudier les moyens de renforcer leurs activités et leurs programmes en vue de favoriser le respect et la pleine application des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, conformément à l'article 42 de la Déclaration.

III. Organisation de la session

A. Participation

3. Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a tenu sa deuxième session à Genève, du 10 au 14 août 2009. Les cinq membres du Mécanisme y ont participé: Catherine Odimba Kombe (Congo), Jannie Lasimbang (Malaisie), John B. Henriksen

(Norvège), José Carlos Morales Morales (Costa Rica) et José Mencio Molintas (Philippines).

4. Ont participé à la session des représentants de 54 États Membres, du Saint-Siège, de six organismes et programmes des Nations Unies et de deux institutions nationales des droits de l'homme, ainsi qu'un grand nombre de représentants d'organisations autochtones et d'organisations non gouvernementales. Environ 400 participants avaient été accrédités (voir annexe I). Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, James Anaya, et un membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Carlos Mamani, ont pris part à la session. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme était représenté par Miguel Alfonso Martínez. Le Président du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Musa Ngari Bitaye et José Francisco Cali-Tzay, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, ont également pris part à la session. Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones était représenté par Tegegn Melakou.

B. Documentation

5. Le Mécanisme d'experts était saisi de l'ordre du jour provisoire (A/HRC/EMRIP/2009/1) et de l'ordre du jour provisoire annoté (A/HRC/EMRIP/2009/1/Add.1), qui avaient été établis par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du projet d'étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité (A/HRC/EMRIP/2009/2), élaboré par le Mécanisme d'experts, et de la contribution du Haut-Commissariat à cette étude (A/HRC/EMRIP/2009/4).

6. En outre, deux rapports du Haut-Commissariat avaient été mis à la disposition des participants. Le premier rendait compte de l'atelier international intitulé «Les sociétés exploitant les ressources naturelles, les peuples autochtones et les droits de l'homme: mise en place d'un cadre pour les consultations, le partage des bénéfices et le règlement des différends» (A/HRC/EMRIP/2009/5). Le second contenait un projet de directives pour la protection des peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact de la région de l'Amazonie et du Gran Chaco (A/HRC/EMRIP/2009/6).

C. Ouverture de la session

7. Le Président-Rapporteur sortant, John B. Henriksen, a ouvert la deuxième session du Mécanisme d'experts. Il a donné la parole à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Navanethem Pillay, qui a prononcé un discours d'ouverture.

8. Dans son allocution, la Haut-Commissaire a rappelé que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones offrait un cadre pour la promotion des droits des peuples autochtones par le dialogue entre les États, les peuples autochtones, le système des Nations Unies et les autres parties concernées. Elle était heureuse de constater que l'appui dont bénéficiait la Déclaration ne cessait de croître, l'Australie et la Colombie l'ayant récemment approuvée. Elle a donné aux participants l'assurance que le Haut-Commissariat entendait défendre activement la cause de l'acceptation et de la mise en œuvre universelles de la Déclaration et qu'il continuerait d'apporter un soutien aux mécanismes de défense des droits des peuples autochtones. «Ces droits constituent et continueront de constituer un domaine d'action prioritaire pour le Haut-Commissariat» a-t-elle déclaré.

9. La Haut-Commissaire a noté que le Mécanisme d'experts pouvait apporter une contribution importante à la promotion des droits des peuples autochtones en fournissant au Conseil des droits de l'homme des conseils thématiques éclairés sur lesquels celui-ci pourrait s'appuyer pour réagir rapidement face à des situations et à des questions préoccupantes. Elle a évoqué la première étude thématique, qui traitait des enseignements tirés et des défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité, et a souligné que la publication des études ne devrait pas être considérée comme la fin d'un processus mais que celles-ci devraient donner lieu à des activités de suivi, que le Haut-Commissariat était prêt à appuyer. Elle a conclu en disant que la participation des peuples autochtones, des mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales était essentielle, de même que le dialogue constructif avec les gouvernements, dont l'engagement était indispensable pour que les efforts déployés aient véritablement des effets positifs sur le plan national et sur les processus intergouvernementaux.

10. Le Vice-Président du Conseil des droits de l'homme a été invité à prendre la parole. Il a rappelé que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones était le premier texte relatif aux droits de l'homme adopté par le Conseil; elle devrait contribuer, avec la Convention (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants (1989), à la réalisation des droits de l'homme des peuples autochtones. Il a relevé avec satisfaction les dispositions qui avaient été prises par le Mécanisme d'experts pour assurer une coordination avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et avec l'Instance permanente sur les questions autochtones, qui étaient tous deux représentés à la session.

11. Le Vice-Président a rappelé que le Conseil organisait des débats thématiques qui présentaient un intérêt pour la question des droits des peuples autochtones; le Mécanisme d'experts pourrait donc être invité à contribuer à ces débats. Il a indiqué que le Conseil examinerait l'étude sur le droit à l'éducation et le rapport du Mécanisme d'experts sur sa deuxième session, y compris les propositions que celui-ci souhaiterait lui soumettre, à sa douzième session, en septembre 2009.

D. Élection du bureau

12. Le Président-Rapporteur sortant a invité les experts à désigner un président pour la deuxième session. José Molintas a indiqué que ceux-ci avaient décidé, par consensus, de nommer Jannie Lasimbang Présidente-Rapporteuse et Catherine Odimba Kombe Vice-Présidente-Rapporteuse. Le Président-Rapporteur sortant les a déclarées élues par acclamation.

13. Dans sa déclaration, la Présidente-Rapporteuse nouvellement élue, M^{me} Lasimbang, a remercié le Président sortant de sa direction efficace et lui a demandé de continuer à faire bénéficier le Comité de ses conseils. Le Mécanisme d'experts constituait un espace de discussion multilatérale unique qui pouvait favoriser une meilleure compréhension de la portée et de la teneur des droits reconnus aux peuples autochtones et des moyens de progresser dans la mise en œuvre de ces droits. Elle a rappelé le préambule de la résolution 6/36, dans lequel le Conseil des droits de l'homme fait référence à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et a mis en relief l'importance de ce texte en tant que cadre d'orientation des travaux du Mécanisme d'experts. De plus l'article 42 de la Déclaration, qui disposait que l'Organisation des Nations Unies, ses organes et les institutions spécialisées, et les États favorisent le respect et la pleine application des dispositions de la Déclaration, s'appliquait également au mandat du Mécanisme d'experts.

14. La Présidente-Rapporteuse a informé les participants que le projet d'étude sur le droit des peuples autochtones à l'éducation, qui devait être achevé en 2009, serait présenté au titre du point 3 de l'ordre du jour. Elle a relevé les difficultés posées par l'élaboration d'un projet d'étude qui devait couvrir toute la diversité des situations des peuples autochtones dans le monde, et a demandé aux participants de faire des observations permettant d'améliorer l'étude et des suggestions sur les moyens concrets de réaliser le droit des peuples autochtones à l'éducation.

15. La Présidente-Rapporteuse a souligné l'importance de la collaboration établie avec les entités des Nations Unies dont le mandat se rapporte aux peuples autochtones. Elle a noté que, compte tenu de l'expérience positive de la première session, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones serait disponible pour des consultations au sujet de cas précis de violations des droits de l'homme. La Présidente-Rapporteuse a conclu en remerciant le Gouvernement norvégien de sa contribution financière supplémentaire pour les travaux du Mécanisme d'experts et a lancé un appel en faveur d'un financement accru des activités du Mécanisme afin qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat.

16. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, James Anaya, a été invité à prendre la parole. Il a souligné que la création du Mécanisme d'experts constituait un jalon important et qu'il ouvrait une nouvelle page dans l'action du mouvement international de défense des droits des autochtones. Pour ce qui était de la coordination des trois mécanismes, il s'est dit satisfait de ce que la collaboration se soit poursuivie et renforcée au cours de l'année écoulée. À ses yeux, un aspect important de cette collaboration consistait à apporter une contribution aux études thématiques du Mécanisme d'experts.

17. Le Rapporteur spécial a indiqué qu'il avait commencé à mettre au point les modalités de soumission des communications pendant les sessions du Mécanisme d'experts, l'objectif étant de tirer le meilleur parti possible de la participation des groupes autochtones.

18. Le Rapporteur spécial, s'est exprimé sur deux des points de l'ordre du jour. En ce qui concernait le point 3 (droit à l'éducation), des autochtones lui avaient fait part de leurs préoccupations, notamment le manque de capacité institutionnelle pour dispenser un enseignement de qualité, l'absence de possibilités de bénéficier d'un enseignement bilingue ou multiculturel ou le caractère inadapté de celui-ci et la place insuffisante faite aux langues et aux points de vue des autochtones dans les programmes et les manuels scolaires. Un autre problème fréquemment évoqué était que les autochtones ne participaient pas à l'élaboration et à la mise en œuvre des initiatives dans le domaine de l'éducation les intéressant ou n'étaient pas consultés.

19. Les peuples autochtones s'inquiétaient de l'utilisation généralisée de matériels pédagogiques qui reflétaient exclusivement la culture des groupes dominants. Pour le Rapporteur spécial, l'étude du Mécanisme d'experts était importante en ce qu'elle offrait aux États, aux peuples autochtones et aux autres acteurs un cadre leur permettant de cerner les principaux problèmes et de concevoir une action coordonnée pour y remédier. Le rôle central de l'éducation pour l'exercice effectif des autres droits, dont le droit fondamental à l'autodétermination ne devait pas être sous-estimé.

20. Au sujet du point 4 de l'ordre du jour, le Rapporteur spécial a rappelé le préambule de la résolution du Conseil des droits de l'homme portant création du Mécanisme d'experts, dans lequel il est fait expressément référence à la Déclaration. Le Mécanisme d'experts disposait ainsi d'un cadre normatif précis pour l'accomplissement de son mandat, qui consiste à doter le Conseil d'une compétence thématique en matière de droits des peuples autochtones.

21. Le Rapporteur spécial a dit que la Déclaration n'avait pas pour objet de conférer aux peuples autochtones un ensemble de droits de l'homme particuliers ou nouveaux mais développait des principes généraux des droits de l'homme et des droits fondamentaux en les situant dans le contexte historique, culturel et social propre aux peuples autochtones. De ce point de vue, les normes énoncées dans la Déclaration se rattachaient aux obligations qui incombait aux États en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme généraux.

22. Le Rapporteur spécial a en outre souligné que la mise en œuvre de la Déclaration passait par la mise en place de partenariats solides entre les États et les peuples autochtones, dans lesquels les deux parties avaient des responsabilités à assumer. La plupart des dispositions de la Déclaration, y compris les articles qui précisaient les éléments de l'exercice du droit des peuples autochtones à l'autodétermination, que sont le droit de s'administrer eux-mêmes et d'être autonomes, et certains aspects relatifs à l'intégrité culturelle et aux questions sociales, exigeaient l'engagement actif et de bonne foi des peuples autochtones avec les États et avec les institutions politiques et sociales en général.

23. Tegegn Melakou, membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones, a été invité à prendre la parole. Il a rappelé que le Fonds de contributions volontaires avait pour mandat d'aider les représentants des peuples autochtones et des organisations et communautés autochtones à prendre part aux travaux de l'Instance permanente sur les questions autochtones et du Mécanisme d'experts. Les ressources disponibles étant limitées, le Conseil d'administration n'avait pu recommander l'octroi d'indemnités de voyage que pour 112 autochtones des différentes régions du monde qui souhaitaient assister aux sessions des deux organes. Le montant total de ces indemnités s'élevait approximativement à 412 000 dollars. Le Fonds de contributions volontaires n'avait donc pu satisfaire que 15 % des demandes.

24. Tegegn Melakou a souligné combien il était fondamental d'apporter une aide directe aux représentants des peuples autochtones pour leur permettre de participer aux réunions de l'Organisation des Nations Unies et s'est déclaré résolument favorable à la recommandation formulée par le Mécanisme d'experts à sa première session concernant l'élargissement du mandat du Fonds de façon qu'il serve également à aider les représentants des peuples autochtones à participer aux sessions du Conseil des droits de l'homme et des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.

E. Adoption de l'ordre du jour

25. L'ordre du jour (A/HRC/EMRIP/2009/1) a été adopté et le programme de travail de la session de cinq jours a été présenté.

26. Après l'adoption du programme de travail, la Présidente-Rapporteuse a suspendu la séance et invité tous les participants à prendre part à la célébration de la Journée internationale des peuples autochtones, qui était organisée conjointement par le Haut-Commissariat et l'OIT. Des allocutions de bienvenue ont été prononcées par Navanethem Pillay, Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Sergei Ordzhonikidze, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, Birgitte Feiring, Conseillère technique principale du Programme pour la promotion de la Convention n° 169 de l'OIT (PRO 169), Jannie Lasimbang, Présidente du Mécanisme d'experts, Les Malezer et Natalia Sarapura, représentants du groupe officieux des populations autochtones. Des spectacles culturels, donnés par des représentants de peuples autochtones, ont aussi eu lieu.

IV. Étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité

27. La Présidente-Rapporteuse a invité John B. Henriksen, membre du Mécanisme d'experts, à présenter l'étude sur les enseignements tirés et les défis à relever pour faire du droit des peuples autochtones à l'éducation une réalité (A/HRC/EMRIP/2009/2).

28. M. Henriksen a tout d'abord remercié les organisations autochtones, les Gouvernements et d'autres sources de renseignements, notamment le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et l'Instance permanente sur les questions autochtones, pour la documentation très utile qu'ils avaient apportée.

29. M. Henriksen a souligné que si l'éducation était indispensable pour réaliser d'autres droits de l'homme, l'exercice sans réserve du droit à l'éducation était malheureusement loin d'être une réalité pour de trop nombreux peuples autochtones. Il a noté que l'impossibilité d'accéder à une éducation de qualité était un facteur majeur de marginalisation, de pauvreté et de dépossession pour les peuples autochtones. Dans certains cas, le contenu et les objectifs de l'enseignement dispensé conduisaient à une assimilation involontaire des autochtones et à l'imposition de la culture, de la langue et du mode de vie dominants.

30. M. Henriksen a appelé l'attention sur des communications présentées par des autochtones à divers organes de l'ONU et titulaires de mandats au titre des procédures spéciales qui mettaient en évidence des problèmes liés au droit à l'éducation, notamment la discrimination, l'absence de droit de regard sur les initiatives dans le domaine éducatif visant les enfants autochtones, le manque de consultation concernant la conception et la mise en place de services d'éducation destinés aux autochtones, la prise en compte limitée de la question de l'autonomie et de la participation des peuples autochtones dans la fourniture des services d'éducation, notamment pour l'enseignement multiculturel et l'enseignement bilingue axé sur la langue maternelle, l'élaboration insuffisante de programmes culturellement adaptés et l'absence de possibilités pour les autochtones d'accéder à une éducation qui témoigne d'un respect pour leur histoire et leur culture. Il a rappelé que c'était ces sujets de préoccupation qui avaient conduit le Conseil des droits de l'homme à demander au Mécanisme d'experts de réaliser l'étude.

31. M. Henriksen a présenté les principaux éléments de l'étude, qui avaient été définis à la lumière des débats menés lors de la première session du Mécanisme d'experts: une analyse de la portée et de la teneur du droit à l'éducation fondée sur les droits de l'homme; un examen des systèmes d'éducation autochtones; les enseignements tirés en ce qui concerne l'élaboration de lois et de politiques nationales visant à permettre la réalisation du droit des peuples autochtones à l'éducation; les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du droit des peuples autochtones à l'éducation et les mesures qui pouvaient être prises; des conseils thématiques relatifs au droit des peuples autochtones à l'éducation.

32. M. Henriksen a expliqué que, en collaboration avec le Mécanisme d'experts, le Haut-Commissariat avait organisé et financé un atelier de deux jours, les 6 et 7 mai 2009, afin de débattre du projet d'étude. L'atelier avait réuni des représentants de peuples autochtones, de gouvernements et d'organismes des Nations Unies, ainsi que des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Mécanisme d'experts. Il avait permis de progresser dans l'élaboration de l'étude et avait donc apporté une contribution importante aux travaux du Mécanisme d'experts. Le Haut-Commissariat avait soumis au Mécanisme d'experts à sa deuxième session un rapport sur l'atelier technique (A/HRC/EMRIP/2009/3).

33. M. Henriksen a présenté les quatre chapitres de l'étude: le cadre international des droits de l'homme; les systèmes et établissements d'enseignement autochtones; les enseignements tirés; les défis à relever et les mesures à prendre. Il a souligné l'importance de l'avis n° 1 (2009) du Mécanisme d'experts sur le droit des peuples autochtones, joint en annexe à l'étude, qui contenait un ensemble complet de conseils thématiques. Les éléments clefs du chapitre consacré au cadre international des droits de l'homme étaient les suivants: un aperçu des instruments et dispositions internationaux et régionaux qui consacraient, mettaient en contexte et précisaient le droit à l'éducation; ce que les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme disposaient concernant les buts et les objectifs de l'éducation; les dispositions portant sur l'accès à l'éducation et sur le contenu de celle-ci; les dispositions pertinentes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

34. M. Henriksen a souligné que l'élimination de la discrimination à l'égard des peuples autochtones était une condition préalable essentielle pour garantir que les individus ne soient pas exclus de l'éducation. À cette fin, il fallait que les États prennent des mesures pour recenser les discriminations dont les autochtones faisaient ou pouvaient faire l'objet dans le système d'éducation, notamment les discriminations d'ordre juridique, politique, administratif et fiscal. Les États devraient donc concevoir une méthode de collecte de données ventilées et arrêter des indicateurs conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, afin de bien voir dans quels domaines les autochtones se heurtaient à la discrimination et à d'autres obstacles.

35. M. Henriksen a fait observer que le droit des autochtones à l'éducation ne se limitait pas à l'accès aux services éducatifs offerts mais couvrait aussi le contenu de l'enseignement – notamment les programmes et les méthodes pédagogiques –, qui devrait être culturellement approprié et acceptable pour les peuples autochtones.

36. M. Henriksen a en outre mis en relief l'importance de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en tant que cadre normatif pour l'interprétation du droit des autochtones à l'éducation et la nécessité d'interpréter d'autres instruments à la lumière des dispositions de la Déclaration. La Déclaration était en cohérence avec les instruments relatifs aux droits de l'homme contraignants et la jurisprudence des mécanismes et organes de surveillance internationaux, qu'elle complétait. Interprétée conjointement avec d'autres instruments internationaux, elle offrait un cadre normatif faisant autorité pour la protection et l'exercice effectif et sans réserve des droits des peuples autochtones. Elle réaffirmait le droit à l'éducation et en prévoyait l'application compte tenu du contexte historique, culturel, économique et social des peuples autochtones. Dans l'étude étaient relevés un grand nombre de dispositions de la Déclaration – notamment les articles 1^{er} à 4, 8, 12 à 14, 17, 31 et 44 – qui réaffirmaient et reprenaient l'essence des obligations découlant d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme déjà énoncées en ce qui concernait le droit à l'éducation, ou étaient indissociablement liées aux dispositions de conventions existantes, dispositions qui étaient applicables à l'enseignement traditionnel comme à l'enseignement scolaire.

37. Pour conclure M. Henriksen a brièvement présenté l'annexe de l'étude qui contenait un ensemble complet de conseils thématiques relatifs au droit des peuples autochtones à l'éducation.

38. La Présidente-Rapporteuse, Jannie Lasimbang, l'autre coauteur de l'étude, a présenté les chapitres III (systèmes et établissements d'enseignement autochtones), IV (enseignements tirés) et V (défis à relever et mesures à prendre). En ce qui concernait les systèmes et établissements d'enseignement autochtones, l'étude faisait une distinction entre l'enseignement traditionnel et l'intégration de la langue et de la vision des autochtones dans les systèmes et établissements scolaires ordinaires. On attendait des États qu'ils renforcent la position des communautés autochtones en intégrant leurs langues et leurs points de vue

dans les systèmes et établissements d'enseignement ordinaires, et aussi en respectant et en protégeant le droit des peuples autochtones de transmettre des connaissances aux générations futures par des moyens traditionnels d'enseignement et d'apprentissage et en facilitant l'exercice de ce droit.

39. M^{me} Lasimbang a expliqué que l'on pouvait dire de l'enseignement traditionnel qu'il s'agissait d'un processus pédagogique de toute une vie et d'un processus de transmission intergénérationnelle des connaissances visant à assurer l'épanouissement et l'harmonie de la société ou de la communauté. Il reposait sur les principes de l'apprentissage participatif, du développement global de l'être, de l'accompagnement attentionné et de la confiance mutuelle. Elle a décrit les méthodes autochtones d'acquisition de connaissances et de transmission des compétences et des savoirs traditionnels, notamment l'apprentissage, la pratique et l'instruction répétées et l'observation directe.

40. M^{me} Lasimbang a noté que les systèmes et établissements d'enseignement ordinaires proposaient habituellement des programmes d'études uniformes, élaborés par le ministère de l'éducation en se fondant sur la politique du gouvernement. Il importait toutefois d'y inclure les méthodes d'apprentissage, d'instruction, d'enseignement et de formation autochtones afin de garantir que les élèves/apprenants et les enseignants/instructeurs dans les établissements d'enseignement ordinaires puissent tirer parti d'un enseignement respectueux des particularités culturelles et qui s'appuyait sur les langues et les points de vue autochtones, s'en inspirait, les promouvait et les faisait mieux connaître.

41. Les principaux enseignements dégagés dans l'étude concernaient l'élaboration de lois et de politiques nationales, le soutien en matière de ressources financières et d'infrastructure, l'aide internationale au développement, la création d'un enseignement traditionnel et d'institutions dans ce domaine et le contrôle exercé, l'interface entre les systèmes et établissements d'enseignement traditionnels et ordinaires, l'enseignement des langues autochtones, les programmes de formation, la validation des compétences des enseignants et l'homologation des institutions, les réseaux et la participation.

42. M^{me} Lasimbang a récapitulé les défis et les mesures recensés dans l'étude: la non-reconnaissance de l'enseignement et des institutions traditionnels, la discrimination et l'accès insuffisant à l'éducation, les problèmes concernant les femmes, l'efficacité de l'aide, les ressources budgétaires, l'institutionnalisation des services d'éducation, la gouvernance et la création de programmes d'études appropriés, l'insuffisance de la qualité de l'enseignement et la mesure des progrès réalisés.

43. M^{me} Lasimbang a évoqué la situation en Asie et en Afrique, où les droits des peuples autochtones n'étaient pas toujours reconnus ou protégés par la loi et où il importait au plus haut point de reconnaître les systèmes et institutions d'enseignement traditionnels, de respecter les systèmes de valeurs et les savoirs autochtones et d'interdire la discrimination fondée sur l'origine ethnique, la religion ou le sexe, conformément aux constitutions nationales. L'accès des petites communautés rurales ou nomades aux établissements d'enseignement de l'État posait en outre de nombreuses difficultés tenant à leur isolement géographique. Des mesures spéciales temporaires devraient également être prises pour assurer l'accès à l'éducation des personnes déplacées dans leur propre pays, des travailleurs migrants et des réfugiés issus de communautés autochtones.

44. M^{me} Lasimbang a dit que dans certaines communautés les normes sociales empêchaient la scolarisation des filles autochtones. Ainsi, les filles devaient rester à la maison pour accomplir des tâches ménagères ou s'occuper d'enfants et de leurs frères et sœurs, elles étaient mariées à un âge précoce et continuaient d'être victimes d'exclusion et de discrimination. Des instruments de dialogue permettraient de résoudre des conflits de normes au sein des communautés autochtones et d'assurer aux filles et aux femmes autochtones l'accès à l'éducation dans des conditions d'égalité. M^{me} Lasimbang a ajouté

que les donateurs et les organismes internationaux devraient faire du droit des autochtones à l'éducation une priorité de leurs programmes et s'efforcer de renforcer la capacité des pays en développement de répondre aux besoins des autochtones dans le domaine de l'éducation. Les ressources financières allouées pour l'élaboration de matériels pédagogiques, de programmes d'études à titre d'essai, l'appui aux enseignants et les mesures visant à inciter ceux-ci à enseigner dans des écoles rurales, étaient limitées, voire inexistantes. M^{me} Lasimbang a noté que le manque d'enseignants suffisamment formés et culturellement compétents constituait un sérieux obstacle qui pourrait être supprimé en recrutant et en nommant des enseignants issus des communautés autochtones.

45. La Présidente-Rapporteuse a indiqué que la discrimination et les préjugés empêchant la participation des autochtones à l'élaboration, la planification et la mise en œuvre de programmes d'études constituaient un autre problème majeur. L'éducation relevait généralement du gouvernement central et, dans de nombreux pays, les activités d'éducation qui n'utilisaient pas les programmes scolaires établis par le gouvernement étaient surveillées de très près. Elle a conclu en disant qu'il convenait de réfléchir à ces obstacles en vue de réformer les lois et les politiques relatives à l'éducation de façon que personne ne soit exclu et que les valeurs et les points de vue des autochtones soient davantage pris en considération. Il faudrait également mettre l'accent sur le pouvoir de décision des autochtones.

46. La Présidente-Rapporteuse a invité les délégations à faire des commentaires d'ordre général sur le projet d'étude présenté au titre du point 3 de l'ordre du jour et à formuler des suggestions concrètes en vue de l'améliorer. Plusieurs États – l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, le Guatemala, le Mexique, le Népal, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Turquie et le Venezuela (République bolivarienne du) – ont salué le travail du Mécanisme d'experts et ont jugé le projet d'étude très riche d'informations, constructif et utile. Un grand nombre de représentants d'États ont souligné l'intérêt de l'étude pour rechercher des moyens d'améliorer les possibilités d'éducation offertes à leurs populations autochtones et pour évaluer l'utilité des efforts qu'ils avaient déployés en vue d'élever le niveau d'éducation dans les communautés autochtones. Ils ont donné des informations sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du droit à l'éducation pour les peuples autochtones dans leur pays en soulignant les obstacles qu'ils rencontraient pour assurer un enseignement de qualité, adapté aux différentes cultures.

47. De bons exemples d'activités visant à protéger, conserver et développer les langues ou les dialectes des communautés autochtones ont été cités, notamment l'élaboration de programmes et manuels dans les langues parlées par les peuples autochtones et la mise en œuvre de plans de bourses générales et ciblées visant à permettre aux communautés autochtones de faire des études supérieures.

48. Le Mécanisme d'experts a été invité à donner des exemples de moyens que peuvent mettre en œuvre les États dans lesquels les communautés ethniques sont nombreuses pour répondre à la nécessité de disposer de ressources accrues pour financer ces efforts et pour garantir le droit de recevoir un enseignement dans les langues maternelles des communautés autochtones tout en assurant la qualité de l'enseignement, ou même d'apprendre les principales langues internationales de manière à pouvoir accéder à l'autonomie et être plus compétitifs par rapport à leurs homologues nationaux et étrangers.

49. Les efforts déployés pour assurer à la fois un enseignement de qualité et un enseignement bilingue ont été décrits. Dans certains États la priorité était accordée au renforcement de l'enseignement bilingue, en consultation avec les groupes autochtones et en respectant leur vision et leurs matériels pédagogiques, et aussi en recrutant des enseignants bilingues. Ces initiatives imprimaient un nouvel élan aux programmes et aux établissements multiculturels et bilingues qui utilisaient des matériels pédagogiques rédigés

dans les langues autochtones. L'enseignement bilingue était considéré comme un moyen de promouvoir la diversité culturelle et de préserver l'identité des différentes communautés.

50. Plusieurs États ont fait observer que le rapport et le thème auquel il était consacré ne concernaient pas uniquement le Mécanisme d'experts et les peuples autochtones mais aussi l'ensemble des activités du Conseil des droits de l'homme. Ils pourraient aider ce dernier à comprendre le point de vue et les besoins des peuples autochtones en ce qui concerne la réalisation effective du droit à l'éducation, ce qui favoriserait l'intégration des droits des peuples autochtones dans les activités du Conseil et mettrait en évidence l'utilité du Mécanisme pour les travaux du Conseil. Il a été suggéré de placer l'étude dans le contexte de la résolution du Conseil et de son mandat relatif au droit à l'éducation afin de garantir la prise en compte d'une perspective autochtone.

51. Bon nombre de représentants d'États parties ont souligné qu'il était nécessaire d'améliorer la prise en compte des besoins des autochtones dans l'enseignement ordinaire et que le fait de maintenir l'attention sur l'éducation des autochtones favoriserait l'échange de données d'expérience entre les pays concernés.

52. Carlos Mamani, membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones, a relevé que le droit des peuples autochtones à l'autodétermination était consacré dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Il a souligné aussi que, en ce qui concernait le droit à l'éducation, les gouvernements devaient inclure dans les programmes scolaires un enseignement sur les religions, les coutumes et l'histoire des peuples autochtones, qui étaient essentiels pour ces derniers; ce devait être fait à partir du primaire. La préservation des langues était particulièrement importante. Les peuples autochtones devaient avoir leur propre système éducatif pour pouvoir conserver leur identité, plutôt que d'être intégrés dans le système ordinaire.

53. Prenant la parole au nom de tous les observateurs autochtones, le représentant du groupe officieux des populations autochtones a lui aussi accueilli avec satisfaction le projet d'étude et a noté que les ressources dont le Mécanisme d'experts disposait pour s'acquitter de sa tâche étaient limitées. Le groupe préconisait l'élaboration d'un rapport plus complet et plus détaillé, en large consultation avec les peuples autochtones, et la mise en place d'un organisme de surveillance de l'application des recommandations. Il a souligné qu'il fallait une structure réunissant toutes les parties concernées par les questions d'éducation, qui garantisse la participation des peuples autochtones et qui accorde une attention particulière à l'accès des filles autochtones à l'éducation. Le groupe a insisté aussi sur l'importance et l'incidence de l'intégration des peuples autochtones dans les programmes d'enseignement et sur la présentation de leur histoire comme une continuité entre l'époque actuelle et les civilisations existant avant la colonisation. Il a relevé la nécessité de préserver et de perpétuer l'éducation traditionnelle et la «cosmovision» autochtone, en reconnaissant la validité de leurs méthodes d'enseignement et d'apprentissage et en encourageant leur utilisation.

54. Le groupe officieux a recommandé de retenir une définition de la notion d'enseignement de qualité plus large, qui comporte deux éléments fondamentaux: premièrement, l'intégration dans les programmes d'enseignement de la culture propre aux communautés autochtones et de leur lien historique avec les civilisations avant la colonisation et deuxièmement l'acquisition des compétences nécessaires pour accéder à la connaissance universelle, en tant que droits de l'homme. Il estimait que l'adoption de politiques visant à faciliter l'accès à l'enseignement à tous les degrés permettrait aux peuples autochtones de participer dans tous les domaines dans des conditions d'égalité et d'exercer leur droit à l'autodétermination dans la prise de décisions sur les questions qui les touchent. Il a aussi recommandé que des ressources soient allouées à la promotion de l'éducation à tous les niveaux, avec la participation effective des peuples autochtones. Les

États et les institutions du système des Nations Unies étaient en outre engagés à allouer des fonds importants à des échanges culturels en vue d'encourager les bonnes pratiques.

55. Enfin, le groupe officieux a souligné la nécessité de bien préciser que les peuples autochtones ont des droits qui leur sont propres du fait qu'ils sont autochtones. Il a demandé la mise en place d'un mécanisme de surveillance de l'application des recommandations de l'étude, au sein duquel seraient représentées des organisations autochtones.

56. Plusieurs représentants d'organisations autochtones ont déclaré appuyer sans réserve le projet d'étude et suggéré que le Mécanisme d'experts continue à dialoguer avec les peuples autochtones afin de promouvoir les méthodes d'apprentissage autochtones et un enseignement adapté du point de vue culturel pour la réalisation du droit à l'éducation. Des représentants d'organisations autochtones d'Afrique ont invité les auteurs de l'étude à mettre en exergue les besoins et les difficultés propres aux communautés nomades et transhumantes. D'autres ont souligné la nécessité d'inclure des politiques et des mesures concrètes que les gouvernements devraient mettre en œuvre.

57. Le représentant de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Musa Bitaye, a présenté les travaux du Groupe de travail sur les populations autochtones en Afrique dans le domaine de l'éducation. Il a accueilli avec satisfaction le projet d'étude, qu'il a qualifié de stimulant, et a déclaré que les multiples activités déployées par le Groupe de travail dans les pays ou sur le terrain lui avaient permis d'en tirer des enseignements et de recenser les principales difficultés rencontrées par les peuples autochtones d'Afrique dans le domaine de l'éducation, difficultés qui étaient décrites dans le projet d'étude.

58. M. Bitaye a souligné la relation entre les conflits qui touchaient les communautés autochtones et leur accès à l'éducation. Dans certaines régions d'Afrique, les conflits et l'insécurité qui régnaient dans les zones habitées par des autochtones rendaient inefficaces les efforts déployés pour répondre aux besoins en matière d'éducation. En outre, le déplacement des communautés autochtones de leurs terres ancestrales avait des répercussions négatives sur l'éducation des enfants. Enfin, M. Bitaye a souligné que les connaissances des autochtones pouvaient contribuer très utilement à l'éducation en Afrique.

59. Dans ses observations finales, M. Henriksen a remercié les observateurs de leurs contributions et déclaré que le Mécanisme d'experts tiendrait compte des observations et des suggestions formulées quand il achèverait son étude et la soumettrait au Conseil des droits de l'homme. Il a relevé toutefois que certains éléments proposés étaient déjà traités dans le projet. Il a encouragé les observateurs à soumettre par écrit au secrétariat des suggestions précises et concrètes. Le Mécanisme d'experts examinerait les propositions reçues et verrait s'il était nécessaire de joindre un additif à son avis n° 1.

60. En conclusion, la Présidente-Rapporteuse a relevé que les questions touchant au droit des peuples autochtones à l'éducation étaient étroitement liées à d'autres questions telles que la pauvreté et l'accès aux ressources. Elle a ajouté que les avis pouvaient être différents concernant les priorités à adopter dans la réalisation des droits des peuples autochtones, mais que le meilleur moyen était de faire en sorte que ces populations participent à l'identification de leurs besoins, de leurs priorités et de leur rôle.

V. Déclaration sur les droits des peuples autochtones

61. La Présidente-Rapporteuse a ouvert le débat sur le point de l'ordre du jour consacré à l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les alinéas *a* «Mise en œuvre de la Déclaration aux niveaux régional et national» et *b* «Règlement des différends, voies de recours, rapatriement, indemnisation et réparation».

Elle a précisé que la référence à la Déclaration dans le préambule de la résolution 6/36 du Conseil signifiait que cet instrument pouvait constituer un cadre essentiel pour la formulation d'avis thématiques par le Mécanisme d'experts. Elle a souligné que l'examen du point 4 a) de l'ordre du jour n'avait pas pour objectif de faire du Mécanisme d'experts un organe de surveillance de la mise en œuvre de la Déclaration. M^{me} Lasimbang a aussi précisé que la discussion consacrée au point 4 b) de l'ordre du jour pouvait être axée sur les articles 8, 10 à 12, 20, 27, 28, 32 et 40 de la Déclaration.

62. John Henriksen, membre du Mécanisme d'experts, a rappelé qu'à la première session, le groupe officieux des populations autochtones avait proposé plusieurs thèmes de débat comme le droit à l'autodétermination et le règlement des différends, les voies de recours, le rapatriement, l'indemnisation et la réparation. Le Mécanisme d'experts avait décidé de retenir la dernière question en tant que sous-point. M. Henriksen a aussi exprimé le souhait que le Mécanisme d'experts sélectionne à l'avenir les questions thématiques à traiter en fonction des débats et des consultations informelles qu'il aurait avec des représentants des gouvernements et des peuples autochtones.

63. John Henriksen a déclaré que ce point de l'ordre du jour reflétait le vœu du Mécanisme d'experts de susciter un débat sur les moyens qui pouvaient être mis en œuvre de faire respecter les dispositions de la Déclaration sur le terrain. Il pensait, comme la Présidente-Rapporteuse, que le Mécanisme d'experts n'avait pas l'intention d'essayer de se positionner en tant qu'organe de surveillance de l'application de la Déclaration pour la simple raison que ce n'était pas dans son mandat. En revanche, le Mécanisme d'experts avait le devoir de promouvoir le respect et la mise en œuvre sans réserve des dispositions de la Déclaration. Cette obligation découlait de l'article 42 de la Déclaration qui dispose que l'Organisation des Nations Unies, ses organes et les institutions spécialisées favorisent le respect et la pleine application de ses dispositions et veillent à en assurer l'efficacité.

64. M. Henriksen a affirmé que la principale difficulté pour la communauté internationale et pour les États Membres était de faire en sorte que cette Déclaration soit appliquée aux niveaux national et régional, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones. Il a souligné que la Déclaration représentait un engagement de la part de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres, dans le cadre des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, de promouvoir et de protéger les droits de l'homme de façon non discriminatoire. Le Mécanisme d'experts serait toujours disposé à contribuer à la mise en œuvre de la Déclaration dans le cadre du mandat que lui avait confié le Conseil.

65. Le représentant du secrétariat a communiqué des informations sur les activités, notamment de promotion, de sensibilisation et de formation, entreprises par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour contribuer à la mise en œuvre de la Déclaration. Il a aussi mentionné la publication de deux documents: un projet de directives pour la protection des peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact de la région de l'Amazonie et du Gran Chaco et le rapport d'un atelier technique intitulé «Atelier international sur les sociétés qui exploitent les ressources naturelles, les peuples autochtones et les droits de l'homme». Ces initiatives ont été bien accueillies par les observateurs, qui ont souligné combien il importait de continuer à avoir des consultations avec divers partenaires pour organiser de nouvelles initiatives dans le cadre des activités mentionnées. Certains gouvernements ont aussi fourni des informations sur les politiques et les pratiques axées sur la protection des droits des peuples autochtones, y compris de ceux qui étaient en situation d'isolement.

66. M. Bitaye, Président du Groupe de travail sur les populations et communautés autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, a indiqué que la Commission africaine, par l'intermédiaire de son Groupe de travail, avait émis un avis consultatif démontrant que les dispositions de la Déclaration des Nations Unies, alors à

l'état de projet, étaient non seulement compatibles avec les normes régionales relatives aux droits des peuples en vigueur en Afrique mais qu'elles étaient en outre essentielles pour le développement économique, social et culturel d'un grand nombre de communautés africaines. Il a aussi souligné que depuis l'adoption de la Déclaration par l'Assemblée générale en septembre 2007, la Commission africaine avait pris plusieurs mesures tendant à encourager les États Membres à respecter ses dispositions.

67. Francisco Cali, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, a dit que la mission du Mécanisme d'experts était extrêmement importante. Il a évoqué les activités du Comité en ce qui concernait les peuples autochtones, et mentionné en particulier son Observation générale n° 23. Le Comité y soulignait notamment combien il importait de reconnaître la culture et la religion des peuples autochtones. M. Cali a conclu que la Déclaration était un instrument de lutte contre la discrimination raciale.

68. Les délégations des États ci-après ont fait des observations au titre du point 4 de l'ordre du jour: Algérie, Australie, Azerbaïdjan, Danemark, Équateur, Fédération de Russie, Guatemala, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Norvège, Paraguay, Turquie et Venezuela (République bolivarienne du). Les représentants de plusieurs gouvernements ont communiqué des informations sur les efforts qu'ils avaient déployés pour mettre en œuvre la Déclaration à l'échelon national, notamment par l'intermédiaire d'institutions vouées à la lutte contre la discrimination et en faisant davantage participer les autochtones à la prise de décisions. À ce propos, ils ont fait état des résultats obtenus par des mécanismes de consultation efficaces et de nouveaux organes représentatifs ainsi que d'autres initiatives. Les représentants de plusieurs États ont porté à l'attention des participants les activités de formation et de sensibilisation qu'ils avaient entreprises notamment ce qu'ils avaient fait pour assurer une large diffusion des dispositions de la Déclaration, y compris dans les langues autochtones.

69. Plusieurs gouvernements ont aussi exposé les mesures législatives qu'ils avaient adoptées afin de contribuer à la protection des droits des peuples autochtones et à donner effet à la Déclaration. Des représentants de gouvernements ont en outre souligné l'importance de notions telles que le développement durable pour les peuples autochtones. Des informations ont été données sur les bonnes pratiques concernant le rapatriement, notamment pour la restitution aux communautés autochtones des objets archéologiques, et sur les mesures prises pour reconnaître et faire respecter les droits des peuples autochtones sur leurs terres et leurs ressources.

70. Certains gouvernements ont signalé qu'ils avaient récemment pris la décision d'appliquer la Déclaration et ont décrit les initiatives entreprises pour reconnaître tel groupe particulier en tant que peuple autochtone. Plusieurs représentants de gouvernements estimaient que, bien que la Déclaration ne soit pas juridiquement contraignante, elle n'en demeurait pas moins un instrument politique important. De même, le Mécanisme d'experts n'avait pas pour mandat d'examiner des plaintes individuelles dénonçant des violations des droits de l'homme, mais il pouvait utilement faire porter son attention sur les enseignements à tirer et les défis à relever en vue de contribuer à l'application de la Déclaration.

71. De nombreux représentants d'organisations autochtones se sont félicités du débat consacré à la Déclaration, de son approbation par leur gouvernement, tout en signalant les difficultés qu'il y aurait pour la mettre en œuvre à l'échelon national. Ils ont souligné que la Déclaration était l'instrument international universel de défense des droits de l'homme le plus complet traitant explicitement des droits des peuples autochtones. Des États et des organisations internationales ont réaffirmé plusieurs fois l'importance de la Déclaration comme instrument de référence et base d'un dialogue constructif et d'une réconciliation entre les peuples autochtones.

72. Plusieurs représentants autochtones ont rappelé que certaines dispositions de la Déclaration reflétaient des instruments relatifs aux droits de l'homme de caractère contraignant et devaient servir de référence pour les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, notamment pour les organes conventionnels et les procédures spéciales. Ils ont aussi souligné que les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme tels que la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la Cour interaméricaine des droits de l'homme pouvaient aussi se prévaloir des dispositions de la Déclaration dans leurs délibérations, leurs interprétations et leurs décisions.

73. Plusieurs participants considéraient que l'incorporation dans le droit interne des principes de la Déclaration était un moyen efficace d'assurer la réalisation des droits des peuples autochtones et ils ont cité en exemple des références au texte de la Déclaration contenues dans des dispositions constitutionnelles et dans la jurisprudence nationale. Nombre d'observateurs ont aussi souligné que pour que les violations des droits des autochtones puissent être traitées comme il convient, il fallait que des recours utiles soient ouverts aux victimes.

74. Plusieurs participants ont souligné combien il importait de développer les activités que des institutions nationales des droits de l'homme et d'autres organismes analogues mènent pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones. Ils ont relevé à ce propos l'importance de la collaboration avec le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme et d'autres institutions analogues comme l'Asia-Pacific Forum, pour l'élaboration d'outils pédagogiques et l'exécution de programmes d'assistance technique sur les droits des peuples autochtones.

75. Des représentants autochtones ont évoqué des actions consistant à traduire et diffuser le texte de la Déclaration et insisté sur le fait qu'il fallait poursuivre ce travail de sensibilisation auprès de la société civile, des gouvernements et des peuples autochtones à l'échelon régional et national. Ils ont souligné que ce n'était que par le dialogue que les organisations non gouvernementales et les organes gouvernementaux pouvaient effectivement s'acquitter de leurs engagements internationaux en vertu de la Déclaration. Ils espéraient que les activités du Mécanisme d'experts favoriseraient ce dialogue et contribueraient à la promotion de la Déclaration.

76. Plusieurs représentants autochtones ont insisté sur le fait qu'il fallait reconnaître les peuples autochtones comme des titulaires de droits et non pas seulement comme des parties prenantes et ont souligné l'importance du consentement préalable, libre et éclairé, notamment en ce qui concernait les industries extractives. Certains représentants autochtones ont aussi déclaré que le droit à l'autodétermination et le droit de donner son consentement préalable, libre et éclairé constituait le préalable nécessaire au plein exercice d'autres droits consacrés dans la Déclaration et ont demandé au Mécanisme d'experts d'en tenir compte dans son travail.

77. José Carlos Morales a remercié les participants de leurs contributions importantes au débat. Il a fourni des informations sur un certain nombre de résultats obtenus et de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la Déclaration en Amérique latine. Il a noté que la région connaissait depuis quelques décennies une évolution constante qui comportait des réformes constitutionnelles et des textes législatifs spécifiques. De plus en plus les droits des autochtones étaient reconnus et défendus et un soutien toujours plus grand se manifestait en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration. Il a exprimé l'espoir que les gouvernements et les organisations de peuples autochtones de la région seraient de plus en plus nombreux à l'avenir à apporter des informations pertinentes et à rendre compte de leurs expériences dans le cadre des travaux du Mécanisme d'experts.

78. John Henriksen a déclaré que les débats au titre du point 4 avaient mis une nouvelle fois en évidence l'exhaustivité et la complexité du texte de la Déclaration et que ses dispositions ne pouvaient pas être interprétées ou appliquées de façon isolée, étant donné que ses articles étaient étroitement liés entre eux et avec d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les débats avaient démontré la nécessité pour les États et les peuples autochtones d'unir leurs efforts pour atteindre les objectifs de la Déclaration et le rôle déterminant que d'autres acteurs, tels que les institutions nationales des droits de l'homme, étaient appelés à jouer. Il importait de renforcer les capacités de formation et de traduire le texte de la Déclaration ainsi que d'en assurer une large diffusion.

79. M. Henriksen a dit que les États et les peuples autochtones semblaient d'accord pour considérer que les questions liées à l'application de la Déclaration devaient être traitées dans le cadre du Mécanisme d'experts. Les débats avaient montré que des progrès avaient été accomplis dans différents pays, soit du fait de la Déclaration elle-même, soit à la suite de processus nationaux entrepris dans l'esprit de la Déclaration.

80. M. Henriksen a souligné que le débat avait aussi montré, malheureusement, que les peuples autochtones rencontraient toujours de graves problèmes tenant au déni persistant de leurs droits et libertés, y compris des violations graves des droits de l'homme, et que dans certains cas il n'y avait eu quasiment aucun changement alors que la Déclaration était aujourd'hui une réalité.

81. Les débats avaient aussi mis en évidence la nécessité pour les États et les peuples autochtones d'unir leurs efforts pour atteindre les objectifs de la Déclaration. Il semblait extrêmement important dans bien des cas de mettre l'accent sur la réconciliation, condition préalable nécessaire pour que la Déclaration devienne réalité. M. Henriksen a ajouté que le Mécanisme d'experts continuerait à s'occuper de l'application de la Déclaration, mais qu'il faudrait peut-être cibler davantage son travail dans ce domaine.

82. M. Henriksen a évoqué les diverses suggestions faites par les observateurs concernant les questions thématiques sur lesquelles le Mécanisme d'experts pourrait se concentrer comme le droit à l'autodétermination, l'aspect relatif aux ressources du droit à l'autodétermination, le principe du consentement préalable libre et éclairé, les consultations, les droits des peuples autochtones en ce qui concerne la terre, les territoires et les ressources naturelles, le droit à la santé, leurs droits linguistiques et les voies de recours offertes pour les violations de leurs droits. En principe, aucune question ni aucun droit visés dans la Déclaration ne devraient être considérés comme ne relevant pas du Mécanisme d'experts mais celui-ci devrait définir ses priorités thématiques en fonction du mandat établi par le Conseil des droits de l'homme.

83. En conclusion, M. Henriksen a noté qu'il ressortait aussi des débats que l'une des principales préoccupations ou difficultés semblait tenir au fait que souvent les peuples autochtones n'avaient guère de possibilités de déterminer les priorités de leur propre développement et de participer effectivement au processus conduisant à l'adoption de décisions qui avaient des incidences sur leurs droits et leurs vies.

VI. Adoption du rapport et propositions

84. À sa dernière séance, le Mécanisme d'experts a adopté les parties dispositives du rapport sur sa deuxième session qui comprenait: une étude sur le droit des peuples autochtones à l'éducation, cinq propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme et une proposition adressée aux institutions spécialisées des Nations Unies. L'accord sur l'étude et les propositions figuraient dans la section II. Toutes les propositions ont été adoptées par consensus par les membres du Mécanisme d'experts.

85. La proposition 1 porte sur l'élaboration d'une étude thématique sur le droit des peuples autochtones de participer aux processus de prise de décisions les concernant. En présentant cette proposition, la Présidente-Rapporteuse a dit que, bien que le Mécanisme d'experts note que le Conseil des droits de l'homme examinerait la question de l'étude pour la prochaine session du Mécanisme d'experts en 2010, celui-ci estimait que l'acceptation du thème proposé coïncidait avec les priorités et les intérêts des peuples autochtones. La participation au processus de décision était une question clef, qui avait été soulevée par de nombreux représentants pendant la session. En définissant la portée du droit à la participation et les difficultés posées par l'exercice de ce droit, à partir de la Déclaration, le Mécanisme d'experts apporterait une contribution importante aux travaux du Conseil.

86. La proposition 2 concerne les institutions et les mécanismes de défense des droits de l'homme. En présentant la proposition, la Présidente-Rapporteuse a dit que les institutions nationales et régionales des droits de l'homme avaient un rôle crucial à jouer dans la promotion et la protection des droits des peuples autochtones. En raison de la complexité de ces droits, il faudrait peut-être que les États envisagent la mise en place d'institutions nationales spécifiques pour les droits des peuples autochtones.

87. La proposition 3 porte sur l'examen des droits des peuples autochtones par le Conseil des droits de l'homme pendant ses sessions. En présentant la proposition, la Présidente-Rapporteuse a précisé qu'elle offrait des suggestions pour que la question des droits des peuples autochtones soit traitée de façon plus ciblée pendant les sessions du Conseil.

88. La proposition 4 porte sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones. La Présidente-Rapporteuse a souligné qu'il s'agissait d'une proposition faisant suite à la première session (voir A/HRC/10/56), qui réaffirmait l'avis du Mécanisme d'experts, pour qui la participation des peuples autochtones aux sessions du Conseil des droits de l'homme et des organes conventionnels était essentielle.

89. La proposition 5 se réfère au document final de la Conférence d'examen de Durban. La Présidente-Rapporteuse a expliqué que le Mécanisme d'experts présentait cette proposition, suite à la demande qui lui avait été faite par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution 9/7, de procéder à un bilan de la Conférence d'examen et du Programme d'action de Durban et de présenter des recommandations pour contribuer aux résultats de cette Conférence. Elle a rappelé qu'à sa première session, le Mécanisme d'experts avait adopté la proposition 2 sur les droits des peuples autochtones, laquelle avait été soumise au Comité préparatoire de la Conférence de Durban.

90. Enfin, le Mécanisme d'experts a adopté une proposition sur le rôle des institutions spécialisées des Nations Unies dans la promotion du respect et de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En présentant cette proposition, la Présidente-Rapporteuse a déclaré que la teneur de la proposition était explicite et ne nécessitait pas d'explication.

91. La Présidente-Rapporteuse a informé les participants que le texte de la partie descriptive du rapport sur la deuxième session était toujours à l'état de projet et ne serait pas distribué. Elle a ajouté que le rapport serait achevé et adopté après la session, avant d'être soumis au Conseil des droits de l'homme à sa douzième session.

92. Dans son discours de clôture, la Présidente-Rapporteuse a remercié chaleureusement tous les participants pour leur précieuse coopération tout au long de la session et leur a demandé de continuer à soutenir les travaux du Mécanisme d'experts et à y apporter leur contribution. Elle a également remercié le secrétariat des dispositions prises pour l'organisation de la session.

93. La Présidente-Rapporteuse a souligné avec satisfaction l'intensification de la coopération avec d'autres titulaires de mandat des Nations Unies intéressant les peuples autochtones, en particulier avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et avec l'Instance permanente sur les questions autochtones, les institutions régionales et nationales de défense des droits de l'homme et les organes conventionnels entre les deux premières sessions du Mécanisme d'experts. Le fait que le Rapporteur spécial était disponible pendant toute la session pour recevoir des informations et des communications d'autochtones dénonçant des violations de leurs droits fondamentaux était un bon exemple de coordination et de coopération efficaces entre les organes des droits de l'homme. Elle a aussi relevé avec une satisfaction particulière la présence de représentants du Groupe de travail sur les populations autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et d'institutions nationales des droits de l'homme.

94. La Présidente-Rapporteuse a remercié le représentant du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones et lancé un appel en faveur d'une augmentation des contributions.

Annexes

Annexe I

Liste des participants

États Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs: Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Botswana, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Congo, Costa Rica, Danemark, Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Japon, Jordanie, Liban, Malaisie, Maroc, Mexique, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchad, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam.

États non membres représentés par un observateur: Saint-Siège.

Donateurs représentés par des observateurs: Organisme allemand de coopération technique (GTZ).

Mandats, mécanismes, organes et institutions spécialisées, fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs: Haut-Commissariat pour les réfugiés, Organisation internationale du Travail, Organisation internationale pour les migrations, Union internationale pour la conservation de la nature, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Programme des Nations Unies pour le développement, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, Instance permanente sur les questions autochtones, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones.

Organisations intergouvernementales, organisations et mécanismes régionaux dans le domaine des droits de l'homme représentés par des observateurs: Groupe de travail sur les populations autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Union africaine et Indigenous Fund for the Development of Indigenous Peoples in Latin America and the Caribbean.

Institutions nationales des droits de l'homme représentées par des observateurs: Commission australienne des droits de l'homme et Commission nationale des droits de l'homme du Mexique.

Universitaires et experts des questions autochtones représentés par des observateurs des institutions ci-après: Bielefeld University, Friedensau Adventist University, Institut de hautes études internationales et du développement, Université technique de Berlin, Structural Analysis of Cultural System, Universidad Nacional de Educación a Distancia, University of Arizona, Université de Lausanne, Université de Lyon 3, Université de Salamanque, Wollotuka School of Aboriginal Studies de l'Université de Newcastle.

Organisations non gouvernementales représentées par des observateurs: Aktionsgruppe Indianer and Menschenrechte, Amnesty International, CARE-Pérou, Centre Europe Tiers Monde, Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques, Bureau européen pour les langues moins répandues, Flemish Support group for Indigenous Peoples, Fondation des œuvres pour la solidarité, Friends World Committee on Consultation, Hawaii

Institute for Human Rights, Incomindios, Indigenous Peoples Center for Documentation, Research and Information – DOCIP, International Work Group for Indigenous Affairs, Nueva Tilcara, Rights and Democracy, and World Citizens.

Nations, peuples et organisations autochtones représentés: Aboriginal Legal Rights Movement, Action communautaire pour la promotion des défavorisés Batwa, Akuaipa Waimakat – Asociación para la Divulgación, Promoción y Defensa de los Derechos Humanos e Indígenas, Alianza Mundial de Pueblos Indígenas de Bosques Tropicales, Arameans of Aram Naharaim Organization, Asia Indigenous Peoples Pact, Asian Indigenous Tribal People Network, Asociación de Autoridades Tradicionales y Cabildos U'was, Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana, Asociación Sotz'il, Assemblée des Arméniens d'Arménie occidentale, Association culturelle et scientifique de Khenchela, Association culturelle Taralift, Association of Indigenous Peoples of the North Kamchatsky, Association of Indigenous Peoples of Ryukyus, Association of Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East of the Russian Federation, Autoridades Indígenas de Colombia, Bangladesh Minority Council, Bangsa Adat Alifuru Maluku, Bodo Sahilya Sabha, Centre for Organisation Research and Education, Chittagong Hill Tracts Students Council, Comisión de Juristas Indígenas en la Republica Argentina, Comisión jurídica para el autodesarrollo de los pueblos originarios andinos, Consejo Indio de Sudamérica, Confederación Mapuche de Neuquen, Communauté des Poitiers du Rwanda, Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú, Congrès mondial Amazigh, Congrès populaire coutumier kanak, Consejo de Organizaciones Aborígenes de Jujuy, Consejo de Pueblos Nahuas del Alto Balsas, Coordinadora nacional de Desplazados y Comunidades Indígenas en Reconstrucción del Perú, Dewan Adat Papua, Didipio Earthsavers Multipurpose Association Inc., Enlace Continental de Mujeres Indígenas, Eukom Sog Pito Kodolongan, Federación de organizaciones de la nacionalidad kichwa de Sucumbios, Federation of Matigsalug Manobo Tribal Councils, Inc., Foundation for Aboriginal and Islander Research Action, Forest Peoples Programme, Friends of the Coquihalla, Fundación Intercultural Wayunka Pueblo Chibuleo, Gáldu Resource Centre for the Rights of Indigenous Peoples, Global Indigenous, Grand Conseil des Crees, Herri Topa, Indigenous ICT Task Force, Indigenous Network on Economics and Trade, Indigenous Peoples and Nations Coalition, Indigenous Peoples Links, Indigenous Peoples Network of Malaysia, Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee, Indigenous Peoples Rights Monitor, Indigenous World Association, Indigenous World Forum on Water and Peace, Inter Mountain Peoples Education and Culture Association, Conseil international des traités indiens, International Organization of Indigenous Resource Development, Conseil circumpolaire inuit, Iraqi Turkmen Human Rights Research Foundation, Jaringan Orang Asal Se-Malaysia, Khmers Kampuchea-Krom Federation, Khwa Ttu San Culture and Education Centre, Kirat Yakthung Chumlung, Kirat Youth Society (KYS), Legal Rights and Natural Resources Center Friends of the Earth, Magar Studies Center, Massai Women Development organization, Massai Women Rights and Environment Development Group, Mbororo Social and Cultural Development Association, Meghalaya Peoples' Human Rights Council, Mohwak Nation at Kahnawake, Movimiento de la Juventud Kuna, Movimiento Indio «Tupaj Amaru», Naadutaro (Pastoralists' Survival Organization), National Indian Justice Centre, National Native Title Council, National Indian Youth Council, Native Women's Association of Canada, Network for Developing Indigenous Peoples, New South Wales Aboriginal Land Council, Ntaunaq Nam Qom, Ocaproce, Office of Navajo Nation Human Rights Commission, Olaji lo larusa Intergrated Programme for Agro-Pastoralist Development, Organización de Ayllus Originarios Pueblo Quechua Perú, Organización de Naciones y Pueblos Indígenas en Argentina, Organización Nacional Indígena de Colombia, Partners of Community Organization – PACOS Trust, Picundungun, Polar Council, Pueblos Indígenas Cumanagoto, Red Nacional de Jóvenes Indígenas «Ihui Rhaban», Rehoboth Community, Réseau Amazigh pour la citoyenneté «Azetta», Retorno a la Tierra, Revista Ecuamundo, Conseil sami, Servicios del Pueblo Mixe, Shimin Gaikou Centre,

Sunuwar Welfare Society, Ti Tlanizke, Tin Hinan, Union nationale du peuple kanak, United Zo Indigenous Peoples, Western Shoshone Defence Project, Working Group of indigenous minorities in Southern Africa, World Alliance of Mobile Indigenous Peoples, World Indigenous Peoples Network AINU, Yaaku People's Association, Yachawasi Films and Zo Indigenous Forum.

Annexe II

Ordre du jour provisoire de la troisième session

1. Élection du bureau.
 2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
 - [3. (Étude consacrée au droit des peuples autochtones de participer aux processus de prise de décisions) *sous réserve de l'approbation du Conseil des droits de l'homme*]
 4. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
 5. Propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme pour examen et approbation.
 6. Adoption du rapport.
-